

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 VALENCE

VALENCE, le 17/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EARL LES BRUYERES**

24 route de Rochefort  
Quartier les Bruyères  
26730 HOSTUN

Références : *SB/2022/01740*

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement EARL LES BRUYERES implanté 24 route de Rochefort Quartier les Bruyères 26730 HOSTUN. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LES BRUYERES
- 24 route de Rochefort Quartier les Bruyères 26730 HOSTUN
- Code AIOT dans GUN : 0052600351
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'installation classée contrôlée est un élevage de poulettes futures pondeuses relevant du régime de l'autorisation IED. Une demande d'autorisation a été déposée en 2014 pour la rénovation du site et la construction d'un bâtiment d'élevage supplémentaire, le V8, aménagé en cages et équipé de tapis à fientes. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 mars 2015 fixait la capacité totale à 301 000 poulettes répartie dans quatre bâtiments (V3, V4, V7 et V8). A la suite d'une demande de modification du projet initial portant sur l'aménagement du V8 en volière et non plus en cages, un courrier de la DDPP du 27 septembre 2017 a pris acte de cette modification et de la baisse de l'effectif à 241 000 emplacements.

Les exploitant sont éleveurs et polyculteurs. Une grande partie de leurs cultures sont des noyers. Leurs vergers viennent de passer en agriculture biologique. Les exploitants ont interrogé par mail l'inspection sur leur projet de modifier leur bâtiment V7 actuellement en cages pour l'aménager en volière avec parcours plein-air et en mode biologique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- inspection globale du site (l'inspection n'est pas entrée dans les bâtiments d'élevage pour des raisons sanitaires);
- analyse de la faisabilité réglementaire du projet d'évolution du site d'élevage;

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Plan des zones à risque d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8 et 14
Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Bordereaux de reprise d'effluent	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
MTD n°5 et 8 : prélèvement d'eau- enregistrement consommation eau, gaz et électricité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 18 et 41

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Elevage bien entretenu et bien aménagé. Pas de non conformité majeure relevée.

Un point fragile cependant : le plan d'épandage réalisé portant sur 431 hectares avec 17 repreneurs, le contrôle et la mise à jour de ce plan étant difficilement gérable. Les exploitants souhaitent dans l'immédiat normer leur fientes passant de statut de déchet celui de produit. Cette modification dans le fonctionnement de l'installation nécessitera une démarche d'information permettant à l'inspection d'apprécier la mise en oeuvre du process.

Les exploitants ont par ailleurs le projet de modifier d'ici la fin de l'année le V7, bâtiment d'élevage actuellement équipé de cages d'une capacité autorisée de 85 000 poulettes pour le transformer en élevage de poulettes en mode biologique avec une capacité inférieure. Le bâtiment serait aménagé en volière et un parcours plein-air serait créé au milieu des noyers. Ce projet nécessitera un porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Conformité au dossier d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les bâtiments V3 et V4 sont à l'arrêt de manière temporaire depuis 2019.

#### Nom du point de contrôle : Intégration de l'installation dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Le site d'élevage est entouré de vergers.

**Nom du point de contrôle : État de propreté du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les voies de circulation sur le site sont toutes bétonnées

**Nom du point de contrôle : Préservation de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Le site est entouré de vergers. Les noyers sont en conversion en agriculture biologique, sous couvert de prairie.

**Nom du point de contrôle : Imperméabilité et étanchéité des structures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 - I.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les élevages de poulettes futures pondeuses sont construits sur sol bétonné.

**Nom du point de contrôle : Modalités ICPE de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 - II.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> pré-stockage sous bâtiment et hangar de stockage des fientes

**Nom du point de contrôle : Accès pompier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes (installations postérieures au 1er janvier 2014)
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> deux accès au site pour les pompiers

**Nom du point de contrôle : Protection externe incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque ou de points d'eau, bassin, citernes d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> une borne à incendie sur la D125 au niveau de l'entrée du site d'élevage

**Nom du point de contrôle : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Deux extincteurs par bâtiment d'élevage. Les extincteurs ont été contrôlés et ceux du bâtiment V7 viennent d'être changés.

**Nom du point de contrôle : Affichages des numéros et consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : — le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; — le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; — le numéro d'appel du SAMU : 15 ; — le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les numéros d'appel d'urgence sont affichés dans le bureau et dans la salle de pause

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositif de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> non conforme (au niveau des suites données)
<b>Observations :</b> Le contrôle des installations électriques du V7 et du V8 ont été réalisées en début d'année. Des travaux de mises en conformité électriques doivent être réalisés notamment sur le V7.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan des zones à risque d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 et 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions – Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion recensées par l'exploitant est tenu à disposition. Intégration dans les zones à risque du dispositif photovoltaïque
<b>Constats :</b> non conforme
<b>Observations :</b> document non réalisé. Intégrer le risque photovoltaïque : situer l'emplacement des panneaux photovoltaïques et du coupe circuit d'urgence

**Nom du point de contrôle : Surveillance de la consommation en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b> non conforme en ce qui concerne l'enregistrement des consommations
<b>Observations :</b> La consommation d'eau d'abreuvement est consignée dans les cahiers d'élevage pour chaque bande. La consommation d'eau totale utilisée pour l'ICPE doit être enregistrée au moins annuellement. Un exemple de tableau reprenant les consommations annuelles d'eau, de gaz et d'électricité a été remis aux exploitants.  Le forage est situé à proximité du ruisseau Le Bessey. Celui ci est classé comme cours d'eau au titre de la réglementation BCAE (bonnes conditions agricoles et environnementales); son tracé est bleu sur le site Géoportail, mais il n'est pas classé au titre de la police de l'eau (tracé rouge sur la carte DDT).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Forage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé : margelle bétonnée 3 m2 et 0,30 m de hauteur ou local dont le plafond dépasse de 0,5 m le terrain naturel. Capot de fermeture avec dispositif de fermeture.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Le forage a été déclaré lors du dépôt de la demande d'autorisation de 2014. Il est globalement conforme (capoté, tête de forage au dessus du niveau du sol, ...).



**Nom du point de contrôle : Modalités de collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 - I.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Le mode de gestion des fientes est le même sur le V7 et le V8. Ils sont équipés de tapis à fientes. Les fientes sont pré-stockées sous les bâtiments (en bout de bâtiment) puis acheminées dans le hangar à fientes (pas de convoyeur à fientes). Les eaux de lavage sont, quant à elles, récoltées soit dans des réservoirs dédiés (V8) soit contenues puis pompées (V7) pour être ensuite épandues.

**Nom du point de contrôle : Stockage des effluents en ZV Capacité minimale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 - III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. Conforme aux prescriptions du programme national d'actions (cf. arrêté ministériel du 19 décembre 2011) Effluents stockés au champ, traités ou transférés non pris en compte si justifiés
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Pour une capacité de 241 000 poulettes, le dossier de demande d'autorisation déposé en 2014 (p. 95) estimait la production annuelle de fientes à 2783 tonnes. Sur ces 2783 tonnes, 600 tonnes devait être exportées vers un centre de traitement. La quantité restant à stocker était de 2183 tonnes.  La capacité totale de stockage des fientes présente sur le site en 2014 a été estimée à 2770 m <sup>3</sup> , ce correspondant à 8,4 mois de stockage.  Cette estimation tenait compte des capacités de stockage dédiées aux bâtiments V3 et V4 soit 620 m <sup>3</sup> de fientes au total. Avec l'arrêt temporaire de l'activité du V3 et du V4, la capacité actuelle restante est de 2150 m <sup>3</sup> .  La production de fientes pour la capacité actuelle utilisée de <b>150 000 poulettes</b> (V7 85 000 poulettes et V8 65 000 poulettes) est estimée, en appliquant la règle de trois, à <b>1732 tonnes</b> correspondant à <b>2910 m<sup>3</sup></b> (si on applique la même densité utilisée dans le dossier soit 1,68).  La capacité actuelle de stockage de 2150 m <sup>3</sup> est largement suffisante pour stocker les fientes produites sur le site. En effet, la capacité de stockage calculée en mois serait alors de <b>8,9 mois</b> , supérieure aux 7,5 mois exigibles en zone vulnérable.

**Nom du point de contrôle : Devenir des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols – Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : <ul style="list-style-type: none"><li>— dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;</li><li>— par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;</li><li>— sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;</li><li>— pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).</li></ul>
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> L'EARL Les Bruyères dispose actuellement d'un plan d'épandage réalisé en 2013 dans le cadre de la dernière demande d'autorisation. Les exploitants souhaitent désormais normer leurs fientes. Le bâtiment V8 aménagé en volière et équipé de tapis de récolte des fientes permet d'obtenir des fientes à 80% de matières sèches. Les fientes du V7, bâtiment équipés en cages et de tapis à fientes sont plus humides.

**Nom du point de contrôle : Mise à jour du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols – Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> d) Mise à jour du plan d'épandage : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.
<b>Constats :</b> Les exploitants ont assuré à l'inspection qu'il n'y avait pas eu de modifications dans les surfaces recensées dans le plan d'épandage de 2013 mais seulement des changements de noms.
<b>Observations :</b> Le plan d'épandage de 2013 porte sur une surface totale de 431,36 ha et recense dix-sept repreneurs.

**Nom du point de contrôle : Dimensionnement du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols – Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres. Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe de l'arrêté du 27 décembre 2013.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> pression d'épandage estimée à 102 kg d'azote d'origine organique/ha sur l'ensemble des parcelles du plan d'épandage de 2013, et à environ 63 kgN/ha sur les terres de l'exploitant pour la récolte 2021

**Nom du point de contrôle : Bordereaux de reprise d'effluent**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article IV
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.
<b>Constats :</b> non conforme
<b>Observations :</b> bordereau sous forme de tableau excel. Les signatures conjointes du fournisseur et du repreneur doivent être apposées sur chaque feuille de reprise.

**Nom du point de contrôle : Fertilisation équilibrée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article III>3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage en zone vulnérable
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable, respect des doses prévisionnelles d'azote (définies par le plan prévisionnel de fumure ou à partir d'un outil de calcul de la dose prévisionnelle d'azote agréé)
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Globalement conforme sur les terres de l'exploitant (épandage non vérifié sur les terres des dis-sept repreneurs). Les doses apportées par l'exploitant sont pratiquement toutes inférieures aux doses prévisionnelles sauf pour la parcelle de noyer îlot n°18 "Baume 2r montagne" elle est dépassée de 20 unités.

**Nom du point de contrôle : Bordereaux de transfert de fertilisant (cas des fientes normées)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2011, article IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Bordereaux de transfert de fertilisant azoté issu des animaux d'élevage cosigné par le producteur des effluents et le destinataire, comportant les volumes par nature d'effluents, les quantités d'azote épandues et la date du transfert
<b>Constats :</b> sans objet
<b>Observations :</b> Pour information, dans le cas de fientes normées, les bordereaux co-signés de transfert devront préciser au minimum les volumes cédés, les quantités d'azote transférées et la date du transfert.

**Nom du point de contrôle : MTD n°5 et 8: prélèvement d'eau- enregistrement consommation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
<b>Prescription contrôlée :</b> Enregistrements permettant de suivre la consommation annuelle d'eau distribuée par le réseau et depuis les prélèvements. Enregistrement de la consommation annuelle d'électricité et/ou de gaz
<b>Constats :</b> non conforme
<b>Observations :</b> enregistrements à mettre en place (modèle de tableau récapitulatif remis à l'exploitant)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** MTD n°8 : efficacité énergétique IED : compteur électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
<b>Prescription contrôlée :</b> Un compteur électrique par bâtiment et pour les seules activités des installations IED, sinon préciser quelles autres activités sont intégrées.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Un sous compteur électrique installé dans chaque bâtiment à la suite du précédent contrôle

**Nom du point de contrôle :** MTD n°8 : efficacité énergétique IED : éclairage basse énergie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, IED – Meilleures techniques disponibles (MTD)
<b>Prescription contrôlée :</b> Éclairage basse énergie Dans les bâtiments clairs, mise en place de cellules photovoltaïques pour couper les sources lumineuses
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les exploitants ont installé des ampoules à LED avant que la réglementation ne l'impose.

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, IED – Déclaration des émissions industrielles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Les exploitants ont fait leur déclaration GERE. Elle est en cours de validation par l'inspection.

**Nom du point de contrôle : zones d'exclusion d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, point VI
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des zones d'exclusion définies dans le plan d'épandage
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Dans l'éventualité de la normalisation des fientes sur le site d'élevage, celles-ci seront considérées comme un fertilisant azoté conformément à l'arrêté du 19 décembre 2011 applicable en zone vulnérable, et en fonction des résultats d'analyse (rapport C/N) soit de type I soit de type II . Les fientes normées ne sont donc pas considérées comme un fertilisant de type III qui sont des fertilisants azotés minéraux et uréiques de synthèse. La distance d'épandage des fientes normées vis à vis des cours d'eau classé BCAE restera de 35 mètres. Cette distance d'épandage est ramenée à 10 mètres si présence de bandes enherbées.